

ALLEMAGNE : LA CROISSANCE PLIE MAIS

tion and similar papers at core.ac.uk

brou

provided by SPIRE - Sciences

Sabine Le Bayon

Département analyse et prévision

À la suite de la chute du PIB de 2008-2009, la croissance avait été très forte, permettant à l'Allemagne de retrouver début 2011 son PIB d'avant-crise. Après une année 2011 toujours dynamique, avec une croissance de 3,1 %, l'année 2012 s'est inscrite en net retrait (0,9 %). La croissance annuelle est néanmoins restée positive, contrairement à celle de la zone euro (-0,5 %). Ceci resterait le cas en 2013, où le PIB progresserait de 0,4 % en Allemagne, alors qu'il reculerait encore dans la zone euro (-0,4 %). En 2014, le PIB allemand croîtrait de 1,5 %. Après la forte amélioration déjà observée en 2011 dans le sillage de la reprise économique, le solde public est devenu excédentaire en 2012 (0,2 % du PIB). Ce rétablissement rapide des finances publiques permet à l'Allemagne de se distinguer en étant le seul pays de la zone euro avec une impulsion budgétaire quasi-neutre en 2013 comme en 2014. La consommation privée repartirait progressivement dans un contexte de négociations salariales toujours favorables aux ménages. Le PIB allemand serait en revanche toujours amputé par l'impact de la crise de la zone euro sur ses exportations, puisque 40 % de ces dernières sont destinées à la zone euro. La restriction budgétaire de ses partenaires réduirait sa croissance de 0,9 point en 2013 puis de 0,8 point en 2014.

Une année 2012 en retrait

Après un début d'année 2012 encore bien orienté, la croissance a ralenti, puis le PIB a même nettement reculé au dernier trimestre (-0,6 %, comme la zone euro). Cette piètre performance en fin d'année s'explique par la poursuite de la baisse de l'investissement productif et surtout par une contraction marquée des exportations

en volume (-2 %). De ce fait, le commerce extérieur a amputé la croissance de 0,8 point, malgré le recul des importations (-1 %). La chute des exportations concerne tant les pays de l'UE 27 (avec une contribution de -1,2 point) que les pays hors UE (contribution de -0,8 point), avec une chute marquée vers les États-Unis, tandis que la contribution de l'Asie a été légèrement négative. Ce sont essentiellement les exportations de biens d'équipement qui ont reculé. Sur l'ensemble de l'année, le solde commercial en valeur a toutefois continué de s'améliorer, à 7,2 % du PIB, le solde courant atteignant pour sa part 6,5 % du PIB.

La consommation des ménages a été atone en 2012, après la bonne performance de 2011 (0,6 %, après 1,7 %). Le revenu réel a en effet ralenti et le taux d'épargne s'est stabilisé dans un contexte de forte incertitude au sein de la zone euro (tableau 1). Tant les revenus des entrepreneurs individuels et du patrimoine que la masse salariale ont été moins dynamiques en 2012. Les augmentations de salaires horaires négociées ont certes été plus élevées qu'en 2011 (2,7 % contre 1,7 %), mais en raison de moindres primes que l'année précédente, les salaires horaires effectifs ont progressé au même rythme (3,1 %). Surtout, la durée du travail a baissé de 0,4 % en moyenne, après deux années de hausse, ce qui a conduit à un ralentissement de la croissance du salaire nominal par tête (à 2,7 %). Par ailleurs, la progression de l'emploi a été moindre (1,1 %) et a ralenti tout au long de l'année. L'emploi a même stagné en fin d'année. Ceci n'en constitue pas moins une bonne performance étant donné la faible croissance du PIB. Ce maintien de l'emploi est la contrepartie de la baisse de la durée du travail, comme ce fut le cas, toutes proportions gardées, en 2009. Cet ajustement de la durée du travail a reposé sur plusieurs mécanismes. D'une part, les embauches à temps partiel ont représenté 25 % du total des créations d'emplois entre le troisième trimestre 2011 et le troisième trimestre 2012, selon Eurostat. D'autre part, concernant les salariés déjà en poste, les entreprises ont réduit les heures supplémentaires et la durée du travail et utilisé les comptes épargne-temps. Elles ont aussi eu recours au chômage partiel¹, dont la durée d'indemnisation a été allongée en décembre 2012 à

1. Ceci n'est pas encore visible dans les statistiques de chômeurs partiels qui ne sont disponibles que jusqu'en août 2012.

un an (contre 6 mois normalement), et ce jusqu'à fin 2013. La baisse de la durée du travail a concerné tous les secteurs, même si c'est dans l'industrie qu'elle a été la plus importante (-3 % entre le début de l'année 2012 et la fin de l'année).

Le taux de chômage qui avait baissé nettement au cours de l'année 2011 s'est quasiment stabilisé autour de 5,3 % en 2012. En effet, face à l'accélération de la croissance de la population active (0,6 % en 2012), le rythme de créations d'emplois s'est avéré trop peu dynamique. Cette progression de la population active, qui est la plus forte enregistrée depuis 2005, repose en partie sur une légère hausse du taux d'activité mais surtout sur l'accroissement de la population en âge de travailler. Après plusieurs années de baisse ou de stagnation, la population totale a elle aussi progressé (0,2 %), le solde migratoire positif (d'environ 350 000 personnes) ayant plus que compensé le déficit naturel.

Tableau 1. Évolution des composantes du revenu des ménages allemands

En %	2009	2010	2011	2012
Emploi	0,1	0,6	1,4	1,1
Salaire horaire conventionnel	2,0	1,6	1,7	2,7
Salaire horaire nominal	3,4	0,4	3,1	3,1
Dérive entre salaire négocié et salaire effectif	-1,4	1,2	-1,4	-0,4
Durée du travail	-3,3	2,0	0,2	-0,4
Salaire par tête nominal	0	2,4	3,3	2,7
Salaire par tête réel	0	0,4	1,2	1,0
Masse salariale nominale	0,1	3,0	4,8	3,9
Impôts et cotisations	-0,8	0,1	6,4	4,8
Revenus des entrepreneurs et du patrimoine	-7,7	2,2	4,5	2,3
Revenu nominal	-0,5	3,0	3,2	2,2
Revenu réel	-0,5	0,9	1,1	0,5
Taux d'épargne	9,2	9,3	8,8	8,8
Consommation réelle	0,3	0,8	1,7	0,6

Sources : Statistisches Bundesamt, Global Insight.

Face à la faiblesse de la consommation privée et à l'incertitude, les enquêtes auprès des chefs d'entreprises n'ont quasiment pas cessé de se dégrader au cours des années 2011 et 2012. Ceci s'est

traduit par une contraction de l'investissement productif tout au long de l'année 2012. La baisse a atteint 3 % en moyenne en 2012.

Malgré le ralentissement conjoncturel, l'amélioration des finances publiques s'est poursuivie : après un déficit de 0,8 % du PIB en 2011, l'Allemagne a affiché un excédent de 0,2 % en 2012. Comme les années précédentes, les recettes fiscales ont bénéficié du relatif dynamisme de la masse salariale. De plus, l'expiration de différentes mesures adoptées dans le cadre du plan de relance a amplifié l'amélioration du solde public. En revanche, la dette publique a légèrement augmenté (à 81,7 % du PIB), du fait de la contribution au capital du Mécanisme de stabilité européen et de la prise en charge par la structure publique de défaillance EAA (Erste Abwicklungsanstalt) d'une partie des actifs de la banque régionale West LB qui a été démantelée.

2013-2014 : une croissance atone

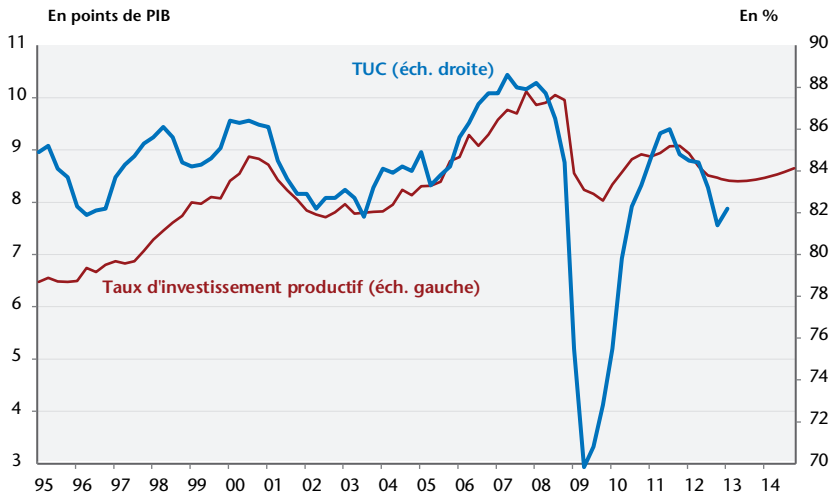
Le PIB ne croîtrait que de 0,4 % en 2013 : non seulement l'acquis est négatif (-0,3 %), mais la croissance trimestrielle serait faible en moyenne (entre 0,2 et 0,3 %). La croissance accélérerait un peu en 2014, pour atteindre 1,5 % en moyenne annuelle, soit 0,6 point de plus que celle de la zone euro. L'Allemagne conserverait donc un faible écart de production². La politique budgétaire ne pèserait pas sur la croissance à l'horizon de la prévision, avec une impulsion de 0,1 % du PIB en 2013 puis neutre en 2014, mais l'Allemagne pâtirait de la restriction menée chez ses partenaires commerciaux.

L'évolution des enquêtes dans l'industrie et des commandes aux entreprises allemandes laisse cependant augurer une timide reprise dans les prochains mois, après le recul de la fin 2012. D'une part, l'indice IFO de climat des affaires se redresse globalement depuis novembre 2012. L'amélioration a été particulièrement marquée en janvier et février 2013, avant une légère baisse en mars. Ce redressement des enquêtes depuis l'automne est essentiellement lié à la nette amélioration des perspectives à 6 mois. Le rebond des commandes manufacturières des entreprises étrangères vers l'Alle-

2. Ce dernier était évalué à -0,2 % du PIB potentiel en 2012 par le gouvernement et à -1 % par l'OCDE. La croissance potentielle est de 1,2 % à l'horizon de notre prévision selon les dernières estimations du gouvernement allemand.

magne (2,5 % au dernier trimestre 2012) concerne en partie la zone euro (1,3 %) mais surtout les pays hors zone euro (3,1 %) et vont aussi dans le sens d'une reprise prochaine de la croissance. Seul bémol, les commandes des entreprises allemandes entre elles continuent de se contracter. Au vu de ces éléments, une reprise progressive des exportations devrait intervenir en 2013, tirée essentiellement par la demande en provenance de pays hors zone euro. En 2014, la demande adressée à l'Allemagne serait légèrement positive et les exportations croîtraient de 2,5 %. L'impact positif de la reprise du commerce sur l'investissement des entreprises serait plus tardif, étant donné les taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière (graphique). Ces derniers sont en effet inférieurs de 2 % à leur moyenne de long terme, ce qui va limiter la reprise de l'investissement dans un premier temps. Le taux d'investissement productif se redresserait progressivement à partir du second semestre 2013.

Graphique. Taux d'investissement productif et taux d'utilisation des capacités de production



Sources : Statistisches Bundesamt, Global Insight.

La consommation des ménages serait encore atone début 2013 : malgré des hausses de salaires négociées dynamiques³ (2,8 % en 2013 selon nos prévisions), le revenu pâtirait de la poursuite de la

3. 50 % environ des salariés sont concernés par les conventions collectives de branche.

baisse de la durée du travail et de la quasi-stagnation de l'emploi (0,1 % en 2013). Cette dernière entraînerait une faible remontée du taux de chômage au cours de l'année 2013, étant donné la progression de 0,4 % de la population active que nous prévoyons (après 0,6 % en 2012). Puis la croissance de la consommation accélérerait, bénéficiant du rétablissement progressif des heures travaillées et des augmentations de salaires négociées toujours élevées que nous inscrivons en prévision (3,1 % en 2014). De plus, les créations d'emplois accélèreraient légèrement en 2014 (0,3 %) et le taux de chômage baisserait à nouveau. La consommation serait également soutenue par une baisse de 0,4 point du taux d'épargne à l'horizon de la prévision.

Le solde public se dégraderait en 2013 (à -0,4 % du PIB), pour des raisons purement conjoncturelles. L'impulsion budgétaire ne serait en effet que de 0,1 point de PIB. Diverses mesures soutiendraient le revenu des ménages : la suppression de la contribution médicale trimestrielle, la hausse de l'abattement de base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, une prime pour les parents gardant leur enfant à la maison... Elles seront en partie compensées par la hausse de diverses taxes ou charges (taxe sur le tabac notamment). La hausse du taux de cotisations sociales pour la dépendance (de 1,95 % à 2,0 %) devrait être globalement neutre puisqu'elle servira à augmenter les prestations de dépendance. Enfin, l'effet de la baisse du taux de cotisations retraites en 2013 (de 19,6 % à 18,9 %) liée au surplus de la caisse de retraites – sera en partie compensé par la moindre revalorisation des retraites⁴. En 2014, le solde serait presque nul (-0,1 % du PIB), dans un contexte de politique budgétaire neutre et bénéficierait de l'accélération de la croissance. La dette publique repasserait sous la barre des 80 % du PIB en 2014.

4. En 2008, le gouvernement avait décidé, dans le cadre des mesures de relance, de ne pas respecter l'augmentation des pensions prévue par la formule de réajustement automatique en accordant des hausses plus fortes. Pour cela, le facteur « Riester » avait été suspendu pendant deux ans et il était prévu que ces effets soient reportés sur les années 2012 et 2013, conduisant alors à de moindres revalorisations ces années-là.

Allemagne : résumé des prévisions

Variations par rapport à la période précédente, en %

	2012				2013				2014				2011	2012	2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
PIB	0,5	0,3	0,2	-0,6	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	3,1	0,9	0,4	1,5
PIB par tête	0,5	0,2	0,2	-0,6	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	3,1	0,7	0,3	1,4
Consommation des ménages	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	1,7	0,6	0,5	1,1
Consommation publique	0,6	-0,3	0,7	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	1,0	1,4	1,3	1,3
FBCF totale dont	-1,0	-1,9	-0,5	-0,8	0,2	0,4	0,5	0,6	0,8	0,9	1,0	1,0	6,4	-2,0	-0,4	3,1
Productive privée	-1,2	-2,5	-1,7	-1,1	-0,4	0,0	0,4	0,6	0,9	1,0	1,2	1,2	7,0	-3,0	-2,3	3,3
Logement	1,1	-0,9	1,3	-1,3	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	6,5	1,5	0,9	2,9
Publique	-10,0	-0,5	1,8	-1,3	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	-0,2	-9,5	3,3	5,7
Exportations de biens et services	0,7	3,3	1,5	-2,0	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	7,9	4,3	1,2	2,5
Importations de biens et services	-0,7	2,3	0,6	-0,6	0,3	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	7,5	2,2	1,5	2,7
Variations de stocks, en points de PIB	0,3	0,2	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,7	0,1	0,1	0,1
<i>Contributions</i>																
Demande intérieure hors stocks	0,0	-0,3	0,1	0,0	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	2,3	0,3	0,5	1,4
Variations de stocks	-0,2	-0,1	-0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,6	0,0	0,0
Commerce extérieur	0,7	0,7	0,5	-0,8	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	1,2	-0,1	0,1
Prix à la consommation (IPCH)*	2,4	2,1	2,1	2,0	1,7	1,8	1,4	1,2	1,2	1,3	1,6	1,6	2,5	2,1	1,5	1,4
Taux de chômage, au sens du BIT	5,3	5,3	5,3	5,2	5,3	5,5	5,6	5,7	5,6	5,6	5,5	5,4	5,8	5,3	5,5	5,5
Solde courant, en points de PIB													5,7	6,5	6,4	6,3
Solde public, en points de PIB													-0,8	0,2	-0,4	-0,1
Impulsion budgétaire													-1,2	-1,2	0,1	0,0
PIB zone euro	-0,1	-0,2	-0,1	-0,6	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	1,5	-0,5	-0,4	0,9

* Pour les trimestres, glissement annuel. Pour les années, moyenne annuelle.

Sources : Bundesbank, Statistisches Bundesamt, prévision OFCE avril 2013.

